

OUTILS DE PLAIDOYER DE L'INDICE OUT OF THE SHADOWS
(SORTIR DE L'OMBRE) | Plaidoyer pour le financement

Plaidoyer pour le financement



Pilier de la guérison



Researched and developed by

**ECONOMIST
ENTERPRISE**



**Together
for girls**
STRENGTH IN NUMBERS

**brave
movement.**

Table des matières

Ce qu'aborde cet outil	1
Comment utiliser cet outil	2
Pourquoi le plaidoyer pour le financement est-il important ?	2
Privilégiez la protection	3
Des indicateurs aux lignes budgétaires	3
Quand présenter des requêtes budgétaires	6
Comment chiffrer votre requête	7
Justifier l'investissement	10
Argument économique	11
Argument des droits et des obligations	12
Argument de santé publique.....	14
Votre paragraphe de proposition budgétaire	17
Comment continuer	18



Researched and developed by



Plaidoyer pour le financement

Pilier de la guérison

Ce qu'aborde cet outil

Le présent document vous aide à transformer les conclusions de l'Indice en argumentaire en faveur d'investissements et en requête budgétaire. Il vous explique ce que les gouvernements doivent prévoir dans leur budget pour améliorer les scores des différents indicateurs, comment synchroniser votre requête avec le cycle budgétaire, comment estimer un chiffre crédible et comment défendre cet investissement.

1 pays sur 3

ne fournit pas d'assistance juridique

gratuite aux victimes et aux
survivant.e.s de la violence sexuelle
dans l'enfance

Indicateur 3.2 de l'Indice

47 sur 100

est la moyenne mondiale pour les **services
intégrés pour les victimes et les
survivant.e.s**, y compris la coordination du
soutien sanitaire, psychosocial, juridique,
judiciaire et de protection de l'enfant

Indicateur 3.2 de l'Indice

40 % des pays

ne disposent pas de lignes directrices sur l'évaluation clinique
des enfants ou la conservation des preuves médico-légales
suite à des violences sexuelles

Indicateur 3.3 de l'Indice

Comment utiliser cet outil

Commencez par la section qui correspond à l'étape où vous vous trouvez :

- **Vous élaborez votre argumentaire ?** Commencez par Pourquoi le plaidoyer pour le financement est-il important ? et Justifier l'investissement.
- **Vous vous préparez pour une réunion ou une proposition ?** Parcourez Des indicateurs aux lignes budgétaires pour trouver des requêtes prêtes à l'emploi, puis utilisez Votre paragraphe de proposition pour rédiger votre requête écrite.
- **Vous avez des doutes sur le moment opportun ?** Consultez Quand présenter des requêtes budgétaires pour identifier le moment idéal dans le cycle budgétaire.
- **Vous avez besoin d'un chiffre ?** Rendez-vous dans la section Comment chiffrer votre requête pour découvrir cinq approches pratiques d'estimation des coûts.

Utilisez cette fiche en complément de la Fiche de renseignements pour le contexte, du [Guide de réunion](#) lorsque vous présentez votre requête et des [Modèles de courriels](#) pour assurer le suivi par écrit.

Pourquoi le plaidoyer pour le financement est-il important ?

En l'absence de budget, les lois et les politiques sont des promesses qui restent lettre morte. Les cinq indicateurs du pilier de la guérison de l'indice Out of the Shadows évaluent si les gouvernements ont mis en place les systèmes pour que les enfants et les adolescent.e.s qui ont subi des violences sexuelles puissent accéder à des soins médicaux de qualité et d'autres services intégrés, y compris un soutien psychosocial, juridique et judiciaire, ou encore à une indemnisation.

Même quand ces cadres existent, ils ne fonctionnent que s'ils sont financés. Chaque loi, politique, programme et service dépend d'un financement soutenu et dédié. Trop souvent, cependant, les bureaux gouvernementaux ont des difficultés à allouer un budget aux nouvelles initiatives. Cette lacune de financement figure parmi les principaux obstacles aux progrès ; et votre plaidoyer peut contribuer à la combler.

Privilégiez la protection

Parcourez les outils du Brave Movement (Mouvement Brave) suivants :

Un plaidoyer en toute sécurité, **Des événements de plaidoyer en toute sécurité** et **Conseils pour des réunions tenant compte des traumatismes** afin de vous assurer que vous êtes prêt.e et que vous soutenez pleinement les défenseurs des survivant.e.s qui vous accompagnent dans notre parcours.

Consultez notre **Trousse à outils pour l'évaluation des risques** complète et envisagez de mettre en œuvre les stratégies d'atténuation recommandées.

Des indicateurs aux lignes budgétaires

Chacun des indicateurs relatifs à la guérison porte sur les lois, les politiques, les programmes et les services essentiels que les gouvernements doivent avoir mis en place pour offrir des soins de grande qualité aux enfants et aux adolescent.e.s victimes de violences sexuelles.

Utilisez ce guide pour renforcer vos demandes dans le cadre du plaidoyer. Les tableaux ci-dessous peuvent vous aider à formuler des requêtes ciblées à l'intention des décideurs du bon ministère (par exemple : Santé, Affaires sociales ou Justice), au bon moment. Vous n'avez pas besoin d'aborder tous les domaines en même temps ; identifiez celui dans lequel votre pays a obtenu le score le plus faible et commencez par là.

Indicateur	Ce qu'il mesure	Ligne budgétaire à cibler	Modèle de formulation
3.1 Accès aux soins médicaux	Des centres de crise et des hôpitaux fournissent-ils des examens, des tests et des traitements gratuits aux enfants qui ont subi des violences sexuelles ?	Ministère de la Santé : services spécialisés, unités médico-légales, centres de type guichet unique, dispenses de frais pour les soins liés à des violences sexuelles contre les enfants	« Nous vous exhortons à allouer [montant] pour établir/maintenir [nombre] centres d'examens médicaux adaptés aux enfants, dotés de personnel formé et offrant des services gratuits aux enfants qui ont subi des violences sexuelles. »
3.2 Services intégrés pour les victimes et les survivant.e.s	Est-ce que le pays fournit et finance des services pluridisciplinaires coordonnés pour les victimes et les survivant.e.s des violences sexuelles ; et dans quelle mesure ces services sont fournis par le biais de modèles intégrés ou de type guichet unique ?	Ministère de la Santé / des Affaires sociales : centres de services intégrés de type guichet unique, protocoles de coordination entre les services sanitaires, psychosociaux, judiciaires et de protection de l'enfance, dotation en personnel et formation pour les équipes pluridisciplinaires, élaboration d'un parcours d'orientation	« Nous vous exhortons à accroître le financement consacré à des services pluridisciplinaires coordonnés pour les enfants victimes et survivant.e.s de la violence sexuelle. Cela comprend la mise en place de modèles de services de type guichet unique qui réunissent des services de santé, de soutien psychosocial, de protection de l'enfance et de justice dans un même cadre. »
3.3 Lignes directrices pour le secteur de la santé	Le gouvernement a-t-il publié des lignes directrices cliniques nationales pour l'intervention face aux violences sexuelles contre les enfants, abordant notamment la conservation des preuves ?	Ministère de la Santé : élaboration des lignes directrices, formation des professionnels de la santé, distribution et mise en œuvre de protocoles cliniques	« Nous vous exhortons à financer l'élaboration de lignes directrices cliniques nationales, leur diffusion et la formation sur celles-ci en vue d'une intervention face à la violence sexuelle contre les enfants dans tous les établissements de santé de niveau primaire et secondaire. »

Indicateur	Ce qu'il mesure	Ligne budgétaire à cibler	Modèle de formulation
3.4 Assistance juridique	Les victimes et les survivant.e.s ont-ils/elles droit à une assistance juridique financée par les pouvoirs publics et prévue par la loi ?	Ministère de la Justice / comité d'aide juridique : représentation juridique, accompagnement au tribunal, procédures juridiques adaptées aux enfants	« Nous vous exhortons à assurer une allocation budgétaire à des services d'assistance juridique accessibles aux enfants qui ont subi des violences sexuelles, comprenant un accompagnement au tribunal et des procédures adaptées à leur âge. »
3.5 Indemnisation	Existe-t-il des mécanismes judiciaires ou administratifs permettant aux victimes et aux survivant.e.s d'obtenir une indemnisation ?	Ministère de la Justice / des Affaires sociales : fonds d'indemnisation des victimes, mécanismes de réparation administrative	« Nous vous exhortons à créer ou à financer adéquatement un mécanisme d'indemnisation pour les enfants victimes de violence sexuelle, avec des processus de demande accessibles et un décaissement rapide. »

Quand présenter des requêtes budgétaires

Le plaidoyer pour le financement est plus efficace lorsqu'il est synchronisé avec le cycle budgétaire de votre gouvernement. Cela implique de se concentrer sur des moments clés pendant l'année où les gouvernements sollicitent des contributions sur le budget ou prennent activement des décisions de financement. Le tableau ci-dessous décrit ces moments clés et les mesures à prendre à chaque étape.

Étape du cycle budgétaire	Ce qui se passe	Votre action
Consultations préalables au budget	Le gouvernement sollicite les contributions des parties prenantes sur les dépenses prioritaires. Cela se produit souvent 3 à 6 mois avant la présentation du budget au Parlement pour délibération.	Soumettez une note écrite en utilisant la formulation budgétaire indiquée ci-dessus. Demandez une réunion avec un représentant du ministère de la Santé et/ou des Finances. Utilisez votre Trousse à outils de réunion .
Établissement du budget	Les ministères préparent leurs propositions budgétaires. C'est à ce moment-là que les postes budgétaires (types spécifiques de dépenses ou d'initiatives) sont décidés.	Collaborez avec des parlementaires alliés ou des contacts au sein des ministères pour assurer que des lignes budgétaires liées à la guérison soient incluses dans le projet de budget. Apportez la formulation de chiffrage spécifique indiquée dans le tableau ci-dessus.
Examen parlementaire	Le Parlement débat et approuve le budget. Les commissions peuvent tenir des auditions.	Demandez à intervenir lors de ces auditions. Coordonnez-vous avec les partenaires de la coalition pour amplifier la requête.
Exécution et suivi du budget	Les fonds sont (ou ne sont pas) débloqués et dépensés conformément à leur affectation.	Vérifiez si les fonds alloués sont effectivement décaissés. Utilisez les données de l'Indice comme référence. Si les fonds ne sont pas versés, soulevez cette question lors des réunions de suivi et dans des déclarations publiques.
Audit et évaluation	Rapports du gouvernement sur les dépenses. Examens par les organismes d'audit.	Demandez à accéder aux rapports sur les dépenses. Comparez les dépenses réelles aux engagements pris. Utilisez ces conclusions dans votre plaidoyer pour le cycle budgétaire suivant.

Comment chiffrer votre requête

Une demande chiffrée est plus difficile à ignorer. Même si vous n'avez pas besoin de calculer un chiffre parfait, une estimation bien argumentée étayée par une source est toujours plus convaincante qu'une requête vague. Voici cinq façons d'arriver à un chiffre crédible pour les services de guérison.

- 1. Prenez comme référence un pays similaire.** Utilisez l'Indice pour identifier un pays comparable qui obtient un meilleur score à votre indicateur cible sur la guérison. Étudiez ce qu'il investit dans la formation des professionnels de la santé sur l'intervention face aux violences sexuelles contre les enfants (indicateur 2.4) et s'il a établi des lignes directrices cliniques nationales (indicateur 3.3). Il s'agit des investissements fondamentaux qui permettent à tous les autres indicateurs sur la guérison de fonctionner. Présentez l'argument comme suit : « **Si [pays similaire] exige une formation obligatoire pour les professionnels de la santé et a publié des lignes directrices nationales, [votre pays] doit investir sur ces mêmes fondements. Le coût est modeste et les économies en aval sont considérables.** »
- 2. Construisez l'estimation à partir des composantes de coût.** Décomposez votre requête en éléments fondamentaux qu'un ministère des Finances ou de la Santé pourrait reconnaître. Une estimation basée sur les composantes, même approximative, témoigne de votre sérieux.

Indicateur	Exemples de composantes à estimer
3.1 Accès aux soins médicaux	Centres d'examens adaptés aux enfants ; unités médico-légales et équipements ; recrutement et rétention de personnel formé ; administration des dispenses de frais ; fournitures médicales

Indicateur	Exemples de composantes à estimer
3.2 Services intégrés pour les victimes et les survivant.e.s	Mise en place de mécanismes d'orientation et de parcours de coordination clairement définis ; formation pour les prestataires sur la fourniture de services tenant compte des traumatismes ; possible création de services de type guichet unique dans un établissement de santé
3.3 Lignes directrices pour le secteur de la santé	Élaboration de lignes directrices cliniques et consultation d'experts ; impression et distribution dans les établissements ; déploiement de la formation des professionnels de santé ; suivi de la conformité
3.4 Assistance juridique	Avocats et conseillers juridiques spécialisés dans l'assistance juridique aux enfants ; services d'accompagnement au tribunal ; adaptations des salles d'audience pour les enfants ; dispositifs de traduction et d'accessibilité
3.5 Indemnisation	Capitalisation d'un fonds pour l'indemnisation des victimes ; personnel pour le traitement administratif ; sensibilisation pour informer les victimes, les survivant.e.s et leurs familles sur leurs droits ; suivi des décaissements

3. Utiliser les estimations de coûts et les outils de référence publiés :

- Le [dossier technique INSPIRE](#) de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) inclut des conseils concernant la mise en œuvre, avec des fourchettes de coûts indicatifs pour les services d'intervention et de soutien.
- Les [lignes directrices cliniques \(en anglais\)](#) de l'OMS sur la prise en charge des enfants et des adolescent.e.s qui ont été victimes d'abus sexuels fournissent une référence sur la dotation en personnel et les normes de service minimales.
- Certains pays ont publié des plans d'action nationaux chiffrés qui incluent des budgets pour les services de guérison ; cherchez « **plan d'action national chiffré violence contre les enfants/adolescents** » + « [votre région] ».

4. Demandez un chiffre au gouvernement : Demandez au ministère de la Santé ou de la Justice : « **Quel serait le coût de la prestation de services médicaux gratuits aux enfants qui ont subi des violences sexuelles dans tous les districts ?** » Cette stratégie transfère la charge de l'estimation des coûts à l'acteur ayant accès aux données sur le système sanitaire, crée une trace écrite et, si le ministère ne peut pas répondre et notamment s'il avait pris un engagement en ce sens, devient un argument de plaidoyer en soi : le gouvernement n'a pas chiffré sa propre promesse.

5. Utilisez un cadrage en pourcentage ou par rapport à une référence : Lorsque des chiffres exacts ne sont pas disponibles, les requêtes proportionnelles apportent tout de même de la précision : « **Nous vous invitons à allouer au moins [X] % du budget de la santé à la formation des professionnels de santé pour qu'ils identifient les violences sexuelles contre les enfants et interviennent** » ou « **[X] % du budget de la santé pour élaborer, diffuser et mettre en œuvre des lignes directrices cliniques nationales pour l'évaluation clinique et médico-légale des enfants qui ont subi des violences sexuelles** » ou « **[X] % pour établir des parcours d'orientation coordonnés entre les services sanitaires, psychosociaux et judiciaires pour les enfants victimes et survivant.e.s.** »

N'OUBLIEZ PAS :

Les gouvernements utilisent des estimations approximatives aux premières étapes de l'élaboration du budget. Votre rôle est de veiller à ce que la requête soit **suffisamment précise pour être réalisable** et **suffisamment fondée pour être prise au sérieux**.

Justifier l'investissement

Les décideurs politiques réagissent à différents types d'arguments. Vous n'avez pas besoin de recourir aux trois stratégies fournies : choisissez celle qui portera le mieux auprès de votre auditoire et trouvez les données qui la rendent concrète dans votre contexte.

QUEL ARGUMENT POUR QUEL PUBLIC ?

- **Ministères des Finances, Trésor, commissions budgétaires, bailleurs de fonds** → Mettez en avant l'argument économique
- **Parlementaires, organismes de défense des droits humains, mécanismes régionaux** → Mettez en avant l'argument des droits
- **Ministères de la Santé et délégations, agences de santé publique** → Mettez en avant l'argument de santé publique
- **Publics mixtes** → Combinez deux arguments : « Il s'agit à la fois d'une obligation légale et d'un investissement intelligent. »

Sous chaque argument, nous présentons des exemples de données réelles provenant de différentes régions. Votre tâche : trouver l'équivalent pour votre pays. Les données nationales sont toujours plus convaincantes que les moyennes mondiales.

ARGUMENT ÉCONOMIQUE

Message fondamental : La violence contre les enfants est l'un des problèmes les plus coûteux que les gouvernements négligent dans leurs budgets. Chaque [monnaie] dépensé sur les services de guérison réduit les coûts bien plus élevés liés aux traumatismes non traités qui sont assumés par les systèmes sanitaires, judiciaires, de bien-être et d'éducation.

Exemples de données réelles — trouvez l'équivalent pour votre contexte :

- **Monde :** Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF - United Nations Children's Fund) estime que le coût de la violence contre les enfants pourrait atteindre jusqu'à 8 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.¹
- **Afrique :** En Afrique du Sud, la violence contre les enfants coûte environ 15,8 milliards d'USD par an, soit près de 5 % du PIB. À elle seule, la violence sexuelle représente 2,1 milliards d'USD.²
- **Asie-Pacifique :** Dans la région Asie de l'Est et Pacifique, la violence contre les enfants coûte environ 2 % du PIB régional.³
- **Déficit de l'Aide publique au développement (APD) :** En 2020, seulement 0,78 % de l'APD mondiale a été consacré à la lutte contre la violence à l'égard des enfants, soit à peine 0,64 USD par enfant, le montant le plus faible depuis 2015.⁴

1 Paola Perezniето et coll., [The Costs and Economic Impact of Violence against Children](#) (Londres : Overseas Development Institute et ChildFund Alliance, 2014).

2 Celia Hsiao et coll., «[Violence against Children in South Africa: The Cost of Inaction to Society and the Economy](#)», *BMJ Global Health* 3, no. 1 (2018): e000573

3 Xiangming Fang et coll., «[The Burden of Child Maltreatment in the East Asia and Pacific Region](#),» *Child Abuse & Neglect* 42 (2015): 146 à 162

4 World Vision International et coll., [Counting Pennies 3: Assessment of Official Development Assistance to End Violence against Children](#) (2022), 5–6

TROUVEZ VOS PROPRES DONNÉES

- Votre pays a-t-il mené une enquête nationale sur la violence contre les enfants ? Consultez le [tableau de bord des données de VACS | Together for Girls](#) pour y trouver des données des enquêtes sur la violence contre les enfants et les jeunes.
- Une étude nationale ou régionale d'estimation des coûts a-t-elle été menée ? Recherchez « coût économique violence contre les enfants » + « [votre pays] ».
- Combien votre gouvernement dépense-t-il actuellement pour la protection de l'enfance ? Comparez ce montant aux dépenses d'intervention face à la crise.
- Si aucune donnée nationale n'existe, cela constitue en soi un argument de plaidoyer puissant : « Nous ne pouvons pas établir un budget sur un phénomène que nous ne mesurons pas. »

ARGUMENT DES DROITS ET DES OBLIGATIONS

Message fondamental : Vous vous êtes probablement déjà engagés à fournir des services de santé aux enfants qui ont subi des violences sexuelles en vertu de conventions et d'accords internationaux (voir ci-dessous). Les budgets sont ce qui permet de concrétiser ces engagements. Une ratification dépourvue de ligne budgétaire est une promesse qui reste lettre morte.

Obligations auxquelles votre gouvernement a probablement adhéré :

- **Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE), article 39 :** Les États doivent faciliter la réadaptation physique et psychologique des enfants victimes d'exploitation ou d'abus. 196 pays l'ont ratifiée.

- **CIDE, article 19** : Les gouvernements doivent établir des procédures efficaces d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi.
- **Observation générale n° 13** : « Sans les ressources humaines et financières nécessaires, les droits restent une simple aspiration. » Une allocation de budget est explicitement requise.
- **Objectif de développement durable (ODD) 16.2** : Mettre fin à toutes les formes de violence contre les enfants. Les stratégies INSPIRE de l'OMS fournissent un cadre fondé sur des données probantes.

Instruments régionaux — trouvez ceux que votre pays a signés :

- **Afrique** : Articles 16 et 27 de la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant (CADBE) ; Protocole de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA) sur le genre et le développement, Politique de l'enfant de la Communauté de l'Afrique de l'est (CAE)
- **Asie-Pacifique** : Déclaration de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN d'après l'anglais) sur l'élimination de la violence contre les enfants ; Convention de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC d'après l'anglais) pour la promotion du bien-être de l'enfant ; engagements de l'Initiative d'Asie du Sud pour mettre fin à la violence contre les enfants (SAIEVAC d'après l'anglais)
- **Amérique** : Convention de Belém do Pará ; Résolution de l'Organisation des États américains (OEA) sur les droits de l'enfant
- **Europe** : Convention de Lanzarote sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels

TROUVEZ VOS PROPRES DONNÉES

- Quand votre pays a-t-il ratifié la CIDE ? Qu'a recommandé la commission en matière de services de rétablissement dans le dernier Rapport périodique ?
- Quels instruments régionaux votre gouvernement a-t-il signés ? Ceux-ci constituent des outils puissants pour le plaidoyer fondé sur la comparaison avec les pays similaires.
- Votre pays a-t-il pris des engagements lors de la [Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence contre les enfants](#) ou dans d'autres forums internationaux, ou encore signé des résolutions à l'Assemblée mondiale de la santé ? Les engagements dépourvus de budgets sont un solide levier de redevabilité.

ARGUMENT DE SANTÉ PUBLIQUE

Message fondamental : La violence sexuelle est un facteur de maladies chroniques, de troubles mentaux et de décès prématurés. Le secteur de la santé est souvent le premier point de contact pour les victimes et les survivant.e.s. En offrant un soutien à la santé mentale et des services médicaux intégrés, accompagnés d'orientations vers des services juridiques et judiciaires, nous pouvons faire notre part pour soutenir le processus de guérison.

Exemples de données réelles — trouvez l'équivalent pour votre contexte :

- **Prévalence mondiale :** Environ 1 femme sur 5 et 1 homme sur 7 déclarent avoir été abusés sexuellement avant l'âge de 18 ans (UNICEF)⁵. D'après une analyse de 2025 dans 80 pays, 6,1 % des enfants ont déclaré avoir subi des relations sexuelles forcées, les taux étant plus élevés parmi les filles et dans les pays à faible revenu.⁶

⁵ UNICEF. [FAST FACTS: Violence against children widespread, affecting millions globally](#) (4 novembre 2024)], [Communiqué de presse].

⁶ Alessandro Piolanti et coll., «[Global Prevalence of Sexual Violence Against Children: A Systematic Review and Meta-Analysis](#)» JAMA Pediatrics 179, n° 3 (2025) : 264 à 272

- **Charge de morbidité** : L'OMS classe les abus sexuels contre les enfants comme l'un des 24 facteurs de risque contribuant à la charge mondiale de morbidité. Des recherches menées dans plusieurs régions montrent une relation graduelle : plus les expériences négatives vécues pendant l'enfance sont nombreuses, plus le risque de maladies cardiaques, de cancer, de diabète, de dépression, d'abus de substances et de suicide augmente.⁷
- **Impact à long terme** : Une méta-analyse publiée dans The Lancet Public Health a conclu que les personnes ayant vécu 4 expériences négatives ou plus durant l'enfance courent un risque 2 à 3 fois plus élevé de développer un cancer ou une maladie cardiaque, et un risque 7 fois plus élevé de commettre des actes de violence sur autrui ou elles-mêmes.⁸

TROUVEZ VOS PROPRES DONNÉES

- Votre pays dispose-t-il de données de VACS ? Consultez le [tableau de bord des données de VACS | Together for Girls](#) pour y trouver des chiffres sur la prévalence à l'échelle nationale.
- Que révèlent les données issues de votre Enquête démographique et de santé (EDS) ou de vos Enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS - Multiple Indicator Cluster Surveys) sur la violence envers les enfants et les résultats obtenus en matière de santé ?

7 Derong Lin et coll., «Global, regional and national burden of childhood sexual abuse and bullying in adolescents and young adults» Frontiers in Psychiatry 16 (2025): 1679479

8 Hughes, Karen, et coll., «The effect of multiple adverse childhood experiences on health: a systematic review and meta-analysis» The Lancet Public Health 2, n° 8 (2017)

- Votre ministère de la Santé dispose-t-il de données sur la disponibilité des services de santé mentale pour les enfants ? La faible disponibilité constitue en soi un argument.
- Si aucune donnée n'existe, utilisez le score de l'Indice : « [Le pays] obtient un score de [X] sur la disponibilité de services intégrés pour les enfants qui ont subi des violences sexuelles. Cela nous indique que le système ne fonctionne pas. »

Votre paragraphe de proposition budgétaire

Remplissez les espaces vides ci-dessous pour créer un paragraphe que vous pourrez inclure dans une demande écrite, une lettre ou une note d'orientation.

L'indice Out of the Shadows montre que **[pays]** obtient un score de **[score]** sur **[score maximum]** pour le pilier de la guérison, qui mesure la disponibilité et la qualité des soins médicaux, des services intégrés pour les victimes et les survivant.e.s (p. ex., santé, soutien psychosocial, assistance juridique et justice), de lignes directrices cliniques, d'assistance juridique et de dispositifs d'indemnisation des enfants qui ont subi des violences sexuelles.

La principale lacune identifiée est **[décrire l'indicateur avec le score le plus faible et ce qu'il signifie en pratique]**. Pour la combler, nous demandons que **[le prochain budget / les estimations supplémentaires / le plan sectoriel]** comprenne(nt) une allocation dédiée de **[montant ou description]** pour **[ligne budgétaire spécifique tirée du tableau ci-dessus]**.

Cet investissement permettrait à **[pays]** de s'aligner sur **[pays similaire ou moyenne régionale / norme internationale / obligations de la CIDE]** et de démontrer un engagement concret pour mettre fin à la violence sexuelle dans l'enfance.

Comment continuer

Cet outil budgétaire vous aide à traduire les scores de votre pays en requêtes de financement spécifiques et chiffrées sur lesquelles votre gouvernement peut agir. Les autres composantes de la trousse à outils vous aident à transformer ces données en actions :

Composante	Fonction
Guide de réunion	Script pour une réunion de 10 minutes, intervention de 2 minutes, questions sur la redevabilité
Modèles de courriels	Courriels de prise de contact et de suivi prêts à être adaptés
Fiche de renseignements	Contexte sur ce qu'évalue le pilier de la guérison et le mode de calcul des scores. Cela peut vous préparer à utiliser le présent outil budgétaire